

Zeitschrift: Bulletin de la SHAG : revue annuelle de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève

Herausgeber: Société d'histoire et d'archéologie de Genève

Band: 39 (2009)

Artikel: Petite réflexion sur les apports des sociétés savantes à la recherche historique régionale

Autor: De la Corbière, Matthieu

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1002720>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Petite réflexion sur les apports des sociétés savantes à la recherche historique régionale

Matthieu de la Corbière

Les sociétés savantes œuvrent depuis deux cents ans à la connaissance et à la promotion de l'histoire régionale. Elles ont ainsi posé les fondements de notre savoir et leur rôle demeure encore aujourd'hui essentiel, en particulier sur ce versant-ci des Alpes où prospère un réseau ancien et dense d'académies.

Leur action semblant toutefois méconnue des nouvelles générations de chercheurs, il nous paraît utile de rappeler brièvement leur histoire et leur importance. Cette réflexion sera plus spécifiquement abordée sous l'angle de l'évolution de la recherche en histoire médiévale dans les territoires qui ont appartenu, à l'ouest des Alpes, à l'ancien duché de Savoie.

La naissance et la diffusion des sociétés savantes

Quarante-sept ans après Genève, on doit à François de Sales, Antoine Favre, Honoré d'Urfé et Claude Favre de Vaugelas la fondation, en 1606-1607, d'une première académie savoyarde. Bien qu'elle ait bénéficié du soutien du duc Henri 1^{er} de Savoie-Nemours et qu'elle se soit donnée pour mission d'éduquer et d'instruire la population, cette première société florimontane, siégeant à Annecy, est dissoute en 1610.

Le concept est repris et adapté plus d'un siècle plus tard par l'astronome Joseph-Jérôme Lefrançois de Lalande qui crée à Bourg-en-Bresse, en 1755, la *Société d'émulation et d'agriculture de l'Ain*. Après un bref arrêt, le magistrat Thomas Riboud, appuyé par Lalande, relance l'association en 1783. À Genève, l'horloger Louis Faizan et le savant Horace-Bénédict de Saussure forment en 1776 la *Société des arts* qui consacre ses activités à l'artisanat, l'industrie, le commerce, l'agriculture et aux beaux-arts.

Ces deux structures ont depuis lors continuellement poursuivi leurs travaux, réservant toujours à l'histoire une place importante, voire prépondérante.

En Savoie, l'élan est un peu plus tardif. C'est en effet suite au traité de Vienne que le cardinal Alexis Billiet, le général comte François de Mouxy de Loche, le comte Xavier de Vignet et le professeur Georges-Marie Raymond conçoivent à Chambéry, en 1820, la *Société académique de Savoie*. Par décrets royaux, celle-ci est érigée, en 1827, en *Société royale académique*, puis, en 1848, en *Académie royale*. Avec l'Annexion, Napoléon III lui confère en 1860 le titre d'*Académie impériale*, remplacé après 1870 par celui d'*Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie*, encore en usage de nos jours.

Genève et Lausanne prennent le relais en 1837-1838. Une quinzaine de professeurs, de juristes et de pasteurs, parmi lesquels Henri Boissier, Jean-Louis Duby, Édouard Mallet, Frédéric Soret et Louis Vaucher, fonde la *Société d'histoire et d'archéologie de Genève*. À Lausanne, le baron Frédéric de Gingins-La Sarraz et le professeur Louis Vulliemin président à la création de la *Société d'histoire de la Suisse romande*¹.

Le mouvement a gagné ensuite largement tous les territoires des anciens domaines de la Maison de Savoie. Ne retenons toujours que les associations se consacrant notamment à l'histoire, à l'histoire de l'art et à l'archéologie. La *Société florimontane* naît en 1851 à Annecy, à l'initiative d'Éloi Sérand, fondateur du musée d'Annecy, du journaliste Jules Philippe, du docteur Louis Bouvier et du professeur Étienne Machard. Elle est transformée en Académie en 1911². À Genève, l'homme politique radical James Fazy promeut, en 1852, l'*Institut national genevois des sciences, des lettres, des beaux-arts et de l'agriculture*. Les professeurs Claude Sallet, François Rabut et le journaliste Joseph Dessaix créent en 1855 à Chambéry la *Société savoisienne d'histoire et d'archéologie*. La *Société d'histoire et*

¹ Gilbert Coutaz, « La Société d'histoire de la Suisse romande : enjeux et défis en 160 ans d'existence », *Annales valaisannes*, 1996, pp. 25-39.

² Bernard Premat, *De l'Association florimontane à l'Académie florimontane, Histoire d'une renaissance 1851-2007, Mémoires et documents publiés par l'Académie florimontane*, t. 5, 2009.

d'archéologie de Maurienne est fondée en 1856 par le docteur Antoine Mottard. La *Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes* voit le jour en 1861 grâce, entre autres, à l'architecte François Brun. L'*Académie de la Val d'Isère* est portée sur les fonts baptismaux, en 1865, par Mgr André Charvaz, l'abbé Antoine Martinet et le comte Amédée Greyfié de Bellecombe. Après une brève *Petite Académie*, inaugurée en 1859, l'*Académie salésienne* est pour sa part formée en 1878 à l'instigation de Mgr Claude-Marie Magnin. Citons également pour cette période : la *Société niçoise des sciences naturelles et historiques*, lancée en 1877 par le géologue Arthur de Chambrun de Rosemont ; l'*Académie chablaisienne* due, en 1886, au comte Éloi-Amédée de Foras et au journaliste Charles Buet ; la *Société des naturalistes et archéologues de l'Ain*, inaugurée en 1896 par les professeurs Edmond Jacquemin, Charles Ménier et Alphonse Roux.

Le siècle qui suit voit enfin la naissance de la *Société vaudoise d'histoire et d'archéologie* (1902), la *Société Gorini* (1904), la *Société historique, littéraire et scientifique du Bugey* (1908), la *Société des Beaux-Arts de la Haute-Savoie* (1909), la *Société d'histoire du Valais romand* (1915), l'*Académie du Faucigny* (1938), l'*Académie des arts, lettres et sciences du Genevois* (1950), la *Société d'histoire et d'archéologie du Pays de Gex* (1977), l'*Académie de la Dombes* (1980), la *Salévienne* (1984), la *Société du Patrimoine de Savoie* (1995), la *Société d'histoire du Pays de Fillière* (2003) et de bien d'autres associations exclusivement consacrées à l'archéologie, centrées sur un fonds d'archives ou animées par des recherches limitées à un monument ou à une commune et son pays.

Indiquons pour conclure ce panorama qu'ont été créées, en 1946, l'*Académie suisse des sciences humaines et sociales*, qui fédère quarante-cinq sociétés, en 1966, l'*Union des associations pour la culture et la sauvegarde du patrimoine des Pays de l'Ain*, qui regroupe cent vingt organismes, et, en 1970, l'*Union des sociétés savantes de Savoie*, rassemblant dix académies, qui développe un catalogue bibliographique commun, la numérisation de ses publications et organise régulièrement un congrès régional ouvert à un public de spécialistes, d'érudits et de passionnés³.

³ Il faudrait également ajouter à cette liste la Société d'histoire de l'art en Suisse, fondée en 1880, qui promeut l'étude des monuments et des œuvres artistiques au sein de chaque canton ; cette société privée publie depuis 1927 la collection des *Monuments d'art et d'histoire*

Les territoires français et suisses ayant formé le duché de Savoie au Moyen Âge sont donc riches de sociétés savantes très anciennes, particulièrement nombreuses et fort actives. Il est sans doute peu de régions qui peuvent s'enorgueillir de tant d'institutions « privées » vouées à la recherche. Succédant aux « antiquaires » des XVI^e-XVIII^e siècles, toutes promulguèrent dans leurs statuts leur attachement à l'histoire de leur pays et la plupart commencèrent leurs travaux par l'étude de la « Savoie » au Moyen Âge. Nous reviendrons sur ce point. Plus généralement, ces associations lancèrent dès leur fondation des recherches sur les sciences naturelles, la climatologie, la géographie, l'agriculture, l'ethnologie, la toponymie, l'étymologie, l'art, l'archéologie et numismatiques, le droit, l'économie, la numismatique, etc. Elles cultivèrent aussi les belles-lettres, certaines encourageant la poésie, d'autres entretenant des salons littéraires, et se mirent au service du bien public en prodiguant des conseils en agriculture, en organisant des cours publics ou en finançant des œuvres d'éducation. Leur production a donc largement dépassé le simple cadre de la science historique ; ainsi, ces associations ont-elles été reconnues d'utilité publique.

À peine nées, les académies constituèrent les premières bibliothèques scientifiques. Elles firent l'effort de sauver de la destruction des fonds d'archives publics et privés, et en assurèrent la conservation. Elles inaugurèrent et financèrent les premières fouilles archéologiques. Elles constituèrent les premières collections archéologiques, certaines à l'origine de nos musées. Elles militèrent activement pour la sauvegarde du patrimoine monumental. Elles favorisèrent la connaissance de l'histoire de la Savoie, en promouvant de nombreuses conférences, colloques et visites de monuments. Mais leur production la plus significative est sans nul doute la publication d'un nombre impressionnant de journaux, de bulletins et autres *Mémoires et documents*. Depuis le XIX^e siècle en effet, les associations savoyardes et suisses romandes ont continuellement encouragé les recherches des historiens et accepté de financer des ouvrages parfois monumentaux.

En particulier, ces travaux se consacrèrent d'emblée à l'étude de l'histoire politique, sociale, économique, religieuse, artistique et militaire de la Savoie médiévale, et fournirent dès lors une re-

cherche foisonnante. On ne saurait ainsi négliger les publications de Frédéric Barbey, Henri Baud, Jules Baux, Victor van Berchem, Félix Bernard, Marius Besson, Jean-Daniel Blavignac, Vincent Brasier, Jean-Jacques Chaponnière, Timoléon Chapperon, Marc Chapuis, Louis de Charrière, Ernest Chavannes, Ernest Cornaz, Pantaléon Costa de Beauregard, François Coutin, Jean-François Croisollet, Olivier Dessemontet, Gérard Détraz († 2002), François-Olivier Dubuis, Auguste Dufour, Théophile Dufour, Louis Dufour-Vernes, Étienne Dullin, Léon Dupont-Lachenal, François Fleury, Éloi-Amédée de Foras, François Forel, Alexis de Jussieu, Donald Lindsay Galbreath, Edmond Ganter, Frédéric de Gingins-La Sarraz, Melville Glover, Jean-François Gonthier, Jean Gremaud, Joseph Huguenin, Pierre-Marie Lafrasse, Joseph-Marie Lavanchy, Charles Le Fort, Jean Letanché, Paul Lullin, Édouard Mallet, Colin Martin, Jacques Mayor, Henri Ménabréa, Léon Ménabréa, Jean Mercier, François Mugnier, Pierre-Antoine Naz, Raoul Naz, Richard Paquier, André Perrin, Marc Perroud, Louis-Étienne Piccard, François Rabut, Maxime Reymond, Victor de Saint-Genis, Édouard Secrétan, Henri Tanner, François Trépier et Henri Verjus⁴.

Certes, ces historiens médiévistes « amateurs » n'ont pas accompli de carrière universitaire, occupant les fonctions d'archiviste, de bibliothécaire, de directeur ou d'employé de musée, d'enseignant, de journaliste, d'architecte, de médecin, d'homme de loi, de haut fonctionnaire, d'ecclésiastique, mais leurs travaux, souvent nourris par des études comparatives, enrichis par un appareil critique et fournissant fréquemment une édition exhaustive des sources – puisées aussi bien localement qu'à Rome, Turin, Lyon et Paris –, méritent d'être considérés comme de véritables productions scientifiques. On ne peut oublier l'immense labeur produit par ces forgerons de notre connaissance.

Les apports de la recherche universitaire régionale jusqu'en 1980

« Pendant longtemps, a récemment déclaré un enseignant-chercheur médiéviste savoyard, il n'y a pas eu de travail universitaire sur l'histoire en Savoie. Jusqu'à la fin des années 1970 (...) ici

⁴ Le colonel Johann Ludwig Wurstemberger, auteur du monumental *Peter der Zweite...* (1856-1858), ne semble pas avoir publié sous le sceau d'une société savante.

[en Savoie], il n'y avait que les sociétés savantes, mais elles ne produisent rien. Elles ne font que reproduire des anciens travaux. Les seuls travaux d'histoire sur la Savoie étaient donc italiens. (...) Mais dans les années 1980, a été montée une recherche [universitaire] en Savoie et on s'est mis à travailler les archives »⁵.

En restant confiné à la recherche en histoire médiévale, observons pourtant que l'École nationale des chartes a fourni aux deux Savoie et à l'Ain des archivistes qui furent, aux XIX^e et XX^e siècles, des médiévistes pionniers et en tout cas auteurs de publications reconnues au-delà de notre région. Évoquons notamment Monique Constant, Élisabeth Rabut, Jacqueline Roubert, Robert Avezou, Joseph Brossard, Max Bruchet, Paul Cattin, Pierre Duparc († 2003), Marie-Claude Guigue, Albert Lecoy de la Marche, Gaston Letonnellier, Jean-Yves Mariotte († 2003), Octave Morel, Raymond Oursel († 2008), Gabriel Pérouse et André Perret⁶. Ces chercheurs ont suscité un profond renouvellement des connaissances sur la Savoie médiévale. Pourrait-on rayer de la bibliographie *Notice historique sur Ripaille en Chablais* (Albert Lecoy de la Marche, 1863), *Documents inédits pour servir à l'histoire de Dombes* (Marie-Claude Guigue, 1868), *Cartulaire de Bourg-en-Bresse* (Joseph Brossard, 1882), *Étude archéologique sur le château d'Annecy* (Max Bruchet, Académie florimontane, 1900), *Le château de Ripaille* (Max Bruchet, 1908), *Les origines de l'expansion monastique en Savoie* (André Perret, Académie de Savoie, 1953), *Le comté de Genève IX^e-XV^e siècle* (Pierre Duparc, SHAG, 1955), *Principaux organes de gouvernement de l'État savoyard de 1189 à 1323* (André Perret, 1961), *L'établissement de la Maison de Savoie au sud du Léman, La châtelainie d'Allinges-Thonon (XII^e siècle-1536)* (Monique Constant, Académie chablaisienne, 1972), *La formation d'une ville,*

⁵ Propos recueillis par Brice Perrier, « Les chercheurs remettent leur copie », dans *La Voix des Allobroges*, 11 février 2009.

⁶ Citons également Henri de Flamare, Henri Moris, Robert Latouche, Léo Imbert et Ernest Hildesheimer, médiévistes de renom qui furent directeurs des Archives départementales des Alpes-Maritimes. Les chartistes Christiane Bergeret de Frouville, Colette Commanay-Agnès, Georges de Manteyer et François-Charles Uginet ont également produit des travaux majeurs sur la Savoie médiévale. Notons, en passant, que cette même École a formé à l'étude du Moyen Âge les Suisses romands Françoise Vannotti, Frédéric-Antoine Borel, Jean-François Bergier, Henri Delarue, Alain Dufour, Théophile Dufour, Eusèbe-Henri Gaullieur, Germain Hausmann, Léon Kern, Paul-Edmond Martin, Charles Roth, Jean-Marie Theurillat, Maurice de Tribolet, etc.

Annecy jusqu'au début du XVI^e siècle (Pierre Duparc, *Annesci*, 1973-1975), *Art en Savoie* (Raymond Oursel, 1975), etc., etc. ?

Parallèlement, les universités de Genève et de Lausanne deviennent également les moteurs de la recherche historique régionale, leurs intérêts et leur influence débordant en effet largement des frontières de la Suisse romande. Évoquons leurs médiévistes les plus emblématiques jusqu'en 1980.

À peine entré à l'Académie de Lausanne, en 1838, Jean-Joseph Hisely explore l'histoire médiévale de la Romandie, veillant à fonder ses travaux sur une exploitation systématique des actes. Albert Naef, professeur d'archéologie et d'histoire de l'art à l'Université de Lausanne de 1914 à 1932, diffuse les fondements de la science archéologique, fort de son expérience d'archéologue cantonal et sur la base de son étude et de sa restauration du château de Chillon. Au sein de cette même institution, où il œuvre dès 1963, Jean-François Poudret étudie l'histoire du droit privé, après une thèse consacrée en 1955 à *La succession testamentaire dans le Pays de Vaud à l'époque savoyarde (XIII^e-XVI^e siècle)*. Auteur de trois ouvrages fondamentaux sur l'histoire de Lausanne (1965-1981), Marcel Grandjean enseigne dans cette université, qu'il intègre en 1972, une histoire de l'art régionale qui couvre l'ensemble des territoires ayant formé la Savoie médiévale.

À l'Académie de Genève, où ils sont reçus respectivement en 1848 et 1873, Eusèbe-Henri Gaullieur et Eugène Ritter favorisent pour leur part l'histoire du droit et de l'Église. Après Francis De Crue, admis en 1888 comme professeur d'archéologie puis d'histoire médiévale à l'Université de Genève, Camille Martin, qui rejoint cette même institution en 1907, diffuse les méthodes de l'archéologie moderne. Il a pour disciple l'architecte et archéologue cantonal Louis Blondel, précurseur, dès 1919, de l'histoire urbaine et de la castellologie ; rappelons son œuvre maîtresse : *Châteaux de l'ancien diocèse de Genève* (SHAG, 1956). Toujours à l'Université de Genève, Paul-Edmond Martin suscite à partir de 1928 de très nombreux travaux sur l'histoire de Genève et de son évêché au Moyen Âge. Il forme entre autres Louis Binz, universitaire genevois dès 1966, qui consacre ses recherches à l'histoire de l'ancien diocèse de Genève, lequel couvrait, rappelons-le, le canton de Genève, la Haute-Savoie et une partie du canton de Vaud, de l'Ain et de la Savoie.

Citons notamment sa thèse fondatrice : *Vie religieuse et réforme ecclésiastique dans le diocèse de Genève pendant le Grand Schisme et la crise conciliaire (1378-1450)* (SHAG, 1973). Accueillis dans cette même université respectivement en 1930 et en 1963, Antony Babel et Jean-François Bergier († 2009) bouleversent quant à eux l'histoire économique médiévale en publiant notamment *Histoire économique de Genève des origines au début du XVI^e siècle* (1963) et *Genève et l'économie européenne de la Renaissance* (1963)⁷.

Mais les universités de Lyon, avec Louis Falletti et Laurent Chevailler, de Fribourg-en-Brigau, avec Ruth Mariotte-Löber, de Cambridge, avec Charles W. Previté-Orton, d'Oxford, avec Arnold J. Taylor († 2002)⁸, et de Princeton, avec Eugène L. Cox, viennent également enrichir la connaissance de la Savoie au Moyen Âge.

Enfin, ces institutions universitaires donnent naissance à une nouvelle génération de médiévistes qui livre dès les années 1970 des travaux remarquables sur l'histoire de cette région : Danielle Anex-Cabanis, Réjane Brondy, Marie-Claude Junod, Martine Piguet, Catherine Santschi, André Blaser, Charles Bonnet, Philippe Champoud, Gilbert Coutaz, Bernard Demotz, Jean-Étienne Genequand, etc. On le constate, et sans nier les apports de ce pays, l'Italie n'a certainement pas détenu, jusqu'à la fin des années 1970, le monopole de la recherche scientifique sur l'histoire de la Savoie médiévale.

Précisons pour conclure que tout en étant auteurs de travaux majeurs dans les pages des sociétés savantes, ces archivistes et ces universitaires ont été aussi souvent les moteurs de ces académies, les présidant ou animant leur comité, organisant des conférences et des visites, impulsant des recherches et stimulant aussi bien celles des étudiants que celles de curieux.

⁷ Il convient également d'évoquer Waldemar Deonna, titulaire en 1920 de la chaire d'archéologie classique à l'Université de Genève, qui, outre ses travaux sur les arts à Genève, entama une campagne photographique sur les monuments médiévaux genevois et haut-savoards.

⁸ Après ses études, Arnold J. Taylor fut inspecteur des monuments historiques du Pays de Galles.

De l'utilité des sociétés savantes aujourd'hui

La situation est-elle bien différente depuis les années 1980 ? Si force est de constater que les liens tendent, depuis une dizaine d'années, à se relâcher entre le monde scientifique et les associations savantes, celles-ci constituent pourtant encore des partenaires incontournables de la recherche historique et en particulier des médias de premier plan pour la promotion et la diffusion des travaux universitaires. Relevons, par exemple, les thèses d'histoire médiévale de Catherine Hermann, Arnaud Delerce et François Demotz récemment imprimées par des sociétés de la Savoie, de la Haute-Savoie et de la Suisse romande. Ajoutons à cela les mémoires d'étudiants que les académies éditent intégralement ou partiellement. Mais aussi les articles régulièrement publiés dans leurs pages par des chercheurs médiévistes actuellement en fonction ou récemment retraités. Et encore les comptes rendus archéologiques qui enrichissent souvent les pages des sociétés savantes. Des écrits qui, rappelons-le, passent sous les yeux des comités de lecture de ces dernières. Remarquons notamment, parmi les travaux les plus récents, la belle édition par le professeur Louis Binz des visites pastorales effectuées en 1411-1414 dans l'ancien diocèse de Genève, intégralement publiée en 2006 dans les *Mémoires et documents publiés par l'Académie salésienne*⁹.

De même, les sociétés savantes poursuivent assidûment leur mission de diffusion du savoir, entamée au XIX^e siècle, grâce à de nombreuses conférences, colloques et expositions. Elles défendent aussi bec et ongles le patrimoine architectural, empêchant des destructions, réclamant l'intervention de l'État, finançant des restaurations ou des études monographiques et organisant des visites ainsi que des manifestations studieuses ou festives. Enfin, parallèlement aux œuvres des spécialistes, elles ménagent une large place aux essais d'historiens « amateurs ».

Or, d'aucuns semblent aujourd'hui déplorer que les sociétés savantes accueillent de « simples » passionnés dans leurs rangs et

⁹ Citons également : Christian Guilleré et Catherine Santschi (dir.), *Terres et pouvoirs partagés entre Genève et Savoie, Valleiry et La Joux (XI^e siècle-1754), Les terres du Chapitre et de Saint-Victor*, Genève/Saint-Julien-en-Genevois/Chambéry, 2008 ; fruit de la collaboration (2004-2008), dans le cadre d'un projet Interreg III, de l'Université de Savoie avec les Archives d'État de Genève et la Salévienne, société savante haut-savoyarde.

qu'elles ouvrent volontiers leurs pages à de « modestes » érudits. Mais quel est le crime de l'érudition ? Étudier l'histoire de monuments, de communes ou de territoires dont on ne connaissait rien ? Tirer des sources des informations que l'on considère aujourd'hui mineures mais qui feront peut-être un jour le bonheur de quelque spécialiste chevronné ? Explorer des fonds d'archives méconnus et donc en révéler le contenu ? Reprendre des hypothèses anciennes et les transmettre au grand public ? Militer pour la sauvegarde de monuments menacés de démolition ? N'oublions pas que la connaissance historique est produite par de multiples acteurs, les centres d'archives, les musées, les services d'archéologie et ceux de l'Inventaire jouant un rôle tout aussi fondamental que l'université. *Last but not least*, l'érudition a également sa place dans la quête du savoir. Ses apports continuels sont d'ailleurs autant de leçons de modestie adressées aux professionnels de l'Histoire, ainsi qu'André Chastel le soulignait déjà en 1969 : « Combien de fois ne verra-t-on pas encore quelques lignes d'un érudit provincial raturer une longue littérature... »¹⁰.

En ouvrant leurs portes à un large public, en favorisant les échanges et en offrant la liberté de publier et de penser, les associations savantes constituent une formidable plate-forme d'expression, livrent une manne d'information considérable et forment le creuset pour de futures générations de chercheurs. En sensibilisant le grand public à son histoire, elles contribuent à la préservation du patrimoine et à la valorisation de la mémoire. En effet, la vocation primitive de ces académies les destine à constituer des pôles de recherche historique, chacune illuminant, parfois modestement reconnaissons-le, une région, une commune ou un monument. Il serait par conséquent regrettable de négliger le rôle occupé depuis deux siècles par les sociétés savantes dans la connaissance de l'histoire régionale et vain d'imaginer que l'avenir de la recherche dans ce domaine puisse se jouer sans elles.

¹⁰ On emprunte cette citation à un article de Marcel Grandjean : « Vers une histoire fondamentale de l'urbanisme médiéval dans le Pays de Vaud. Nouvelle apologie de l'infanterie en histoire de l'art monumental », *Nos monuments d'art et d'histoire*, 1988, t. 39, n° 4, p. 428.